

Enquêtes sur des cas de violence policière lors de manifestations en France



Paris, 2 avril (RHC) Le ministre français de l'Intérieur, Gérald Darmanin, a déclaré dimanche dans une interview que les forces de police avaient ouvert au moins 38 enquêtes sur des allégations d'usage excessif de la force lors de la répression des manifestations populaires en France.

Darmanin a déclaré au Journal du Dimanche que l'organe de contrôle interne de la police avait lancé "36 enquêtes judiciaires" et que deux autres étaient en cours au sein de l'unité équivalente de la gendarmerie.

"Nous n'avons eu la main qui tremble pour punir les agents fautifs qui déshonorent leur propre uniforme", a souligné le ministre face aux critiques croissantes sur les "violences policières" lors des manifestations contre la réforme des retraites ou la construction d'un barrage dans l'ouest du pays.

Le responsable a rappelé que 111 policiers et gendarmes ont été poursuivis en 2021 pour "usage disproportionné de la force" alors que 101 ont été jugés pour le même motif en 2020.

Au milieu de la vague de protestations et de répression déclenchée par les forces de police en France, les syndicats d'avocats, les partis de gauche, le médiateur et les ONG ont mis en garde contre l'excès de maintien de l'ordre.

Le rapporteur spécial des Nations unies et le Conseil de l'Europe ont exprimé leur inquiétude quant à l'usage de la force par la police française.

"Je comprends les critiques, mais j'encourage les auteurs de ces critiques, au lieu de commenter des extraits de vidéos provenant de New York ou de Bruxelles, à venir sur le terrain", a répondu le ministre dans l'interview.

A un autre moment de l'interview, le ministre a défendu les forces de sécurité et a accusé les manifestants de s'être également livrés à des violences contre les forces de l'ordre.

Il a notamment mis en avant les manifestations contre la construction d'un barrage à Sainte-Soline, qui ont donné lieu à une bataille rangée. "A Sainte-Soline, comme dans certaines manifestations sauvages, il ne s'agit pas de maintien de l'ordre, mais de guérilla", a déclaré le ministre.

Darmanin a rappelé que 1 093 agents de sécurité ont été blessés depuis le 16 mars et a réaffirmé son "soutien total aux policiers et aux gendarmes face à la violence qu'ils subissent ; pas le terrorisme intellectuel de l'extrême gauche qui voudrait nous faire croire que le voyou est l'agressé et le policier l'agresseur".

Sur son profil Twitter, Darmanin a indiqué que "cette semaine, deux nouvelles mesures entrent en vigueur pour mieux reconnaître le travail des policiers : la revalorisation du corps judiciaire, avec l'augmentation de la prime OPJ à 1500 euros par an et l'extension de la prime de nuit pour les unités cynophiles". (Source:Telesur)

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/318482-enquetes-sur-des-cas-de-violence-policiere-lors-de-manifestations-en-france>



Radio Habana Cuba